

VILLE DE SAINT-DIE-DES-VOGES

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

21 octobre 2016 – n°

TAXES ET PRODUITS IRRECOUVRABLES – ADMISSION EN CREANCES ETEINTES

Vu l’instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu l’instruction de la Direction Générale des Finances Publiques du 2 mai 2014 modifiant le dispositif de traitement des créances éteintes ;

Vu la demande d’admission en créances éteintes adressées par Madame Sophie Breton, Comptable publique responsable de la Trésorerie de Saint Dié Gestion Publique Locale, en date du 29 septembre 2016 ;

Vu les ordonnances de clôture à effacement de dettes prononcées par le Tribunal d’Instance de Saint-Dié-des-Vosges dans le cadre de procédures de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire en date du 31 mars 2016 ;

Considérant que le rétablissement personnel sans liquidation judiciaire rendu exécutoire par le Juge d’Instance entraîne l’effacement de toutes les dettes non-professionnelles des débiteurs à l’exception de celles mentionnées à l’article L333-1 et de celles dont le prix a été payé aux lieu et place des débiteurs par la caution ou le coobligé ;

Il est proposé au Conseil Municipal d’admettre en créances éteintes les titres de recettes suivants :

Titre	Débiteur	Objet	Montant
2013/79/1	Patrick ZIEGLER	Location salle Carbonnar	175,81 €
214/1395/1	Michel CLAUDE	Restauration scolaire	317,50 €
2015/156/1	Michel CLAUDE	Activités périscolaires	12,80 €
2015/707/1	Michel CLAUDE	Activités périscolaires	46,40 €

LE CONSEIL

Après en avoir délibéré,

- ADMET en créances éteintes les sommes suivantes :

- * 376,70 € sur le budget principal,
- * 175,81 € sur le budget annexe des locations commerciales

Extrait certifié conforme,
Le Maire,

David VALENCE

CONVENTION - CADRE

DE REPRISE DE LA GESTION DU CENTRE SOCIAL SAINT-ROCH PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SAINT-DIE-DES-VOSGES

Entre :

- ▶ **la Caisse d'Allocations Familiales des Vosges,**
représentée par Madame Marie-Christine KLOPP, Directrice,
dont le siège est situé :
30 Chemin de la Belle au Bois Dormant – 88016 ÉPINAL CEDEX 9
ci-après désignée « la Caf », d'une part,

- ▶ **la Ville de SAINT DIE DES VOSGES**
représentée par Monsieur David VALENCE, Maire,
dont le siège est situé :
Hôtel de Ville – Place Jules Ferry – 88100 SAINT-DIÉ-DES-VOSGES
ci-après désignée « la Ville », d'autre part,

- ▶ **le Centre Communal d'Action Sociale de SAINT DIE DES VOSGES**
représenté par Madame Françoise LEGRAND, Vice-Présidente,
dont le siège est situé :
Maison de la Solidarité Robert BERNARD – 26 Rue d'Amérique – 88100 SAINT DIE DES VOSGES
ci-après désignée « le CCAS », d'autre part,

- ▶ **l'Association Horizons 2000**
représentée par Madame Catherine ARÉNA, Présidente,
dont le siège est situé :
2 Rue René Fonck – 88100 SAINT-DIÉ-DES-VOSGES
ci-après désignée « l'Association », d'autre part,

il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

La Ville de Saint-Dié-des-Vosges, l'Association Horizons 2000 et la Caf des Vosges sont partenaires historiques dans le cadre de la gestion du Centre Social. Ainsi, la présente convention fait suite à la convention de partenariat datant du 30 Décembre 1998, dite « convention 50/50 » qu'elle annule et remplace.

Le principe de transfert de gestion de la Caf vers le CCAS doit permettre :

- *de favoriser une meilleure coordination entre les différents opérateurs locaux œuvrant dans le champ social sur la Ville,*
- *de garantir le maintien d'une offre de service aux familles de qualité et adaptée aux besoins des populations de Saint-Dié-des-Vosges, avec une attention particulière pour les populations du quartier Saint-Roch / l'Orme,*
- *de mettre fin à une gestion directe de la Caf, conformément aux orientations nationales de la Branche Famille.*

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention détermine le cadre général du transfert de gestion du Centre Social Caf et de sa reprise par le CCAS de Saint-Dié-des-Vosges.

En particulier :

- Elle formalise les engagements de la Caf vis-à-vis du CCAS, à l'occasion de la reprise de gestion et précise notamment la portée des engagements financiers (1).
- Elle identifie les conditions réglementaires et techniques que le CCAS doit respecter pour pouvoir bénéficier des aides financières de la Caf des Vosges.
- Elle précise les rôles respectifs du CCAS, de l'Association, de la Ville et de la Caf dans le nouveau mode de gestion du Centre Social.

Article 2 – Nature et portée des apports de la Caf

Sous réserve du respect des dispositions prévues à l'article 3 de la convention, la Caf des Vosges accompagnera le CCAS selon les modalités suivantes :

(1) Les apports financiers de droit commun (*prestations de service, contrat enfance jeunesse,...*) feront l'objet d'une convention spécifique. Le montant réel et définitif des droits versés au CCAS et à la Collectivité les concernant dépendra de l'activité réelle et des charges de fonctionnement réellement engagées par le gestionnaire.

2.1) Attribution de financements pérennes pour le fonctionnement du Centre Social (*financements de droit commun*)

Il sera contractualisé avec le CCAS en vue de l'octroi d'une prestation de service « Animation Globale » (PSAG) et d'une prestation de service « Animation Collective Famille » (PSACF), dès la date effective de la reprise de gestion.

Apport annuel **prévisionnel** (*base : barème CNAF 2016*) :

- 64.514 euros pour la prestation de service « Animation Globale »,
- 17.987 euros pour la prestation de service « Animation Collective Famille ».

2.2) Apports complémentaires Caf

2.2.1/ Mise à disposition de 3 personnels Caf en poste à ce jour sur le Centre Social

- La secrétaire d'accueil : Mme Christine LETZ
- La chargée d'intervention sociale/référente famille : Mme Danièle FAESSEL
- L'animateur socio-éducatif/Coordinateur enfance-jeunesse : M. Nadir MOKTAR

Cette mise à disposition vaut pour toute la durée de leur contrat de travail sur ce poste et selon les conditions financières suivantes :

- Maintien d'une prise en charge de leurs salaires à hauteur de 50 % du reste à charge par la Caf pendant 8 ans, soit sur la période 2017-2024, et prise en charge à 100 % par le CCAS au-delà de ces 8 premières années.
- Les paiements seront assurés mensuellement par la Caf aux salariés et un avis de remboursement sera envoyé au CCAS en deux temps : un acompte à hauteur de 80 % du coût prévisionnel des salaires bruts de l'année N sera demandé par la Caf au CCAS au plus tard le 30 Juin de chaque année ; le solde sera versé par le CCAS à réception d'un état récapitulatif des dépenses réelles et au plus tard le 31 Mars N+1.
- Le coût des salaires partagés s'entend charges comprises et, concernant les postes de la secrétaire et de la référente familles, déduction faite des prestations de service « Animation Globale » (*le solde par rapport au coût du poste de Directeur/Directrice*) et « Animation Collective Familles » perçues par le CCAS (2).

(2) Remarque : la Convention Collective régissant les salaires des employés et cadres de la Sécurité Sociale prévoit une revalorisation automatique des salaires de 2 points par an, dans la limite de 50 points, ainsi que la possibilité de points de compétence (*de 7 à 12 points*) attribués au minimum à 20 % du personnel chaque année. La valeur du point est fixée à 7,20738 € bruts depuis le 1^{er} Mai 2010.

Exemple pour les salaires d'une année N comprise dans les 8 premières années :

1. Concernant le poste de Secrétaire

Salaire brut de la Secrétaire : X € (charges comprises)

Salaire du Directeur/de la Directrice : Y €

PS AG : 64.514 €, dont participent à la fois le salaire de la secrétaire et celui du Directeur/de la Directrice

Reste à charge à financer à 50/50 entre la Caf des Vosges et le CCAS pour le poste de Secrétaire =

$$X - (64.514 - Y) \text{ €}$$

2. Concernant le poste de Référente Familles

Salaire de la référente familles : X € (charges comprises)

PS ACF : 17.987 €

Reste à charge à financer à 50/50 entre la Caf des Vosges et le CCAS pour le poste de référente familles =

$$X - 17.987 \text{ €}$$

3. Concernant le poste d'Animateur Socio-Educatif/Coordinateur enfance-jeunesse

Salaire de l'animateur : X € (charges comprises)

Reste à charge à financer à 50/50 entre la Caf des Vosges et le CCAS pour le poste d'animateur =

$$X \text{ €}$$

Il est précisé qu'en cas d'absence supérieure à 3 mois (90 jours), la Caf assurera le remplacement des salariés selon les mêmes conditions financières.

A contrario, en cas de départ définitif du salarié de son poste au Centre Social ou en cas de retrait à la demande du gestionnaire, le salarié ne sera pas remplacé et la mise à disposition prendra fin, ainsi que le cofinancement associé.

Une convention spécifique de mise à disposition est conclue ce jour pour chaque salarié. La prise en charge des remboursements de frais engagés par les salariés y est précisée.

2.2.2/ Cession à titre gracieux du matériel d'activité, propriété de la Caf

Cette cession concerne, pour l'essentiel, le mobilier (*chaises et tables des salles d'activité, cuisine équipée etc*).

Contrepartie en valeur dans les livres de la Caf au 31 Décembre 2015 (*dernière situation comptable connue*)

- . Valeur brute au bilan : 95 616,52 euros
- . Amortissements : 84 222,96 euros
- . Valeur nette comptable : 11 393,56 euros

Le détail des biens qui pourront être cédés au CCAS figure en annexe 1. La liste définitive des biens cédés, ainsi que leur valeur nette comptable seront réactualisées à la date de la reprise de gestion.

La cession sera prononcée à la date effective de la reprise de gestion.

Un examen conjoint des différents contrats en cours (*assurance, maintenance, location, etc*) sera réalisé entre les parties, afin de déterminer les conditions de leur poursuite jusqu'à échéance.

2.2.3/ Soutien technique des services d'Action Sociale de la Caf

Cet appui consiste :

- ▶ *En une aide au diagnostic social, à l'élaboration et à la rédaction des projets sociaux (NB : le projet social est écrit par le Directeur de l'équipement avec son équipe et en concertation avec les instances de gestion de la structure, ses partenaires et ses usagers).*
- ▶ *En un conseil technique d'aide réglementaire (informations/formations sur les modalités pratiques de mise en œuvre des activités du Centre : agrément, facturation aux familles, relevés de présences,...) et un appui aux demandes d'aides financières éventuelles.*

Ce soutien sera activé sur sollicitation du Directeur/de la Directrice du Centre Social et dispensé par le personnel Caf le plus approprié (*équipe territoriale ou référent AVS*).

Des réunions de suivi technique seront programmées en 2017 et 2018 pour étudier l'avancée et les conditions de mise en œuvre du projet social et poursuivre, au besoin, l'accompagnement technique dans la phase de reprise de gestion.

2.3) Soutien technique et financier à l'Association

L'objectif de garantir à l'association le maintien du niveau d'activités 2012 ayant été atteint et même dépassé, la Caf ne procédera pas, dans ce nouveau cadre conventionnel, au renouvellement du mécanisme plancher/plafond qui la liait à l'Association sur la période 2012-2016.

Toutefois l'Association reste partenaire de la Caf au titre de l'ensemble de ses activités réalisées dans et en dehors du Centre Social, et peut solliciter à tout moment le droit commun des aides financières de la Caf pour ses projets ou en cas de difficulté ponctuelle de gestion.

Article 3 – Engagements du CCAS dans le cadre de la reprise de gestion du Centre Social

3.1) Engagement relatif au montage juridique et financier

Les prestations de service « Animation Globale » et « Animation Collective Famille » ne pouvant être versées qu'au gestionnaire du Centre Social, il est convenu que le Centre Social constituera un service du CCAS au plus tard à la date de la reprise de gestion.

A ce titre, il émargera dans le budget du CCAS.

***NB :** Il est précisé que la comptabilité du Centre Social est soumise au contrôle de la Caf (sur pièces et sur place), en contrepartie du versement de fonds publics.*

3.2) Engagement relatif à la destination de l'équipement et à la qualité du projet du Centre Social

Les quatre parties s'accordent sur le maintien d'une offre de service de qualité au service des familles du quartier, conforme au cadre réglementaire régissant les Centres Sociaux.

Cette offre de service sera formalisée dans le cadre du nouveau projet social du Centre qui sera établi d'ici à fin 2016, sous la responsabilité de la Directrice actuelle du Centre et en appui sur l'Association, le CCAS et la Ville.

Il est ici rappelé que le bénéfice des prestations de service « Animation Globale » et « Animation Collective Famille » est conditionné à l'agrément du projet de Centre Social par le Conseil d'Administration de la Caf.

3.3) Engagement relatif à l'organisation des activités du Centre Social

Cet engagement porte seulement sur des spécifications techniques destinées à garantir les financements contractuels versés par la Caf des Vosges. Il ne traite pas du contenu des activités.

3.3.1/ Qualification des personnels de direction

Des dispositions réglementaires spécifiques régissent l'accès aux fonctions de Directeur de Centre Social.

Le CCAS s'engage à désigner un Directeur/une Directrice titulaire d'un des diplômes requis. En l'absence desdits diplômes, le CCAS s'engage à faire suivre à la personne concernée les actions de formation nécessaires, dans un délai de deux ans maximum (*formations dispensées par la Fédération des Centres Sociaux en particulier*).

3.3.2/ Qualification des personnels en charge des activités du centre

Le CCAS s'engage à faire assurer l'embauche de ses personnels dans le respect des dispositions réglementaires.

L'Association Horizons 2000 est l'employeur des personnels d'activité et non permanents. Elle s'engage à s'assurer des conditions de qualification de ses personnels de la même manière que le CCAS. Elle bénéficie, le cas échéant, des mesures d'aide à l'emploi (*contrats aidés*).

Article 4 – Engagements de la Ville

La Ville, propriétaire des locaux du Centre Social, s'engage à mettre à disposition du CCAS et de l'Association les salles nécessaires aux activités du projet social, ainsi qu'un bureau pour l'Association.

Elle assure l'entretien de ces locaux.

Elle verse une subvention d'équilibre au CCAS pour la gestion du Centre Social.

Article 5 – Engagement de l'Association Horizons 2000

L'Association s'engage à mettre en œuvre au sein du Centre Social les activités prévues dans le projet agréé.

Article 6 – Participation des usagers et gouvernance

L'Association assure statutairement la représentation des usagers du Centre Social. A ce titre, des représentants du Conseil d'Administration de l'Association siègent obligatoirement à l'instance de pilotage du Centre Social.

L'instance de pilotage se réunira au moins une fois par an et sera nécessairement composée, en nombre égal, de représentants du CCAS et de l'Association.

La Caf des Vosges et la Ville de Saint-Dié-des-Vosges disposeront chacune de deux représentants à cette instance, avec voix consultative.

En cas égalité, le Président du CCAS, en tant que gestionnaire, aura voix prépondérante.

Article 7 – Calendrier / Dispositions transitoires

La date de transfert effectif de gestion du Centre Social est fixée au **1^{er} Janvier 2017**.

Jusqu'à cette date, la Caf des Vosges assurera la mise en œuvre de l'offre de service, conformément au projet social en vigueur.

Le recrutement et la désignation des personnels du CCAS intervenant dans le Centre Social et notamment du Directeur/de la Directrice, seront arrêtés et communiqués à la Caf des Vosges au plus tard le 30 Octobre 2016.

Afin d'accompagner la reprise de gestion, tant au niveau des personnels, que des activités et dans un objectif de continuité, il est convenu que le futur Directeur (*la future Directrice*) du Centre puisse se rapprocher de la Directrice actuelle à compter du 1^{er} Octobre 2016.

La prise de poste effective est fixée au 1^{er} janvier 2017.

La présente convention pourra être complétée, si nécessaire, par une convention complémentaire entre le CCAS et l'Association.

Article 8 – Durée

La présente convention est établie sans limite de durée.

Article 9 – Attribution de juridiction

Pour tout litige relatif à l'application de la présente convention qui ne pourrait pas trouver de solution amiable, les parties s'en remettraient au jugement du Tribunal Administratif de Nancy.

Fait à SAINT-DIÉ-DES-VOSGES, le

La DIRECTRICE ^❶
de la Caf des VOSGES,

Marie-Christine KLOPP

La VICE-PRESIDENTE ^❶
du CENTRE COMMUNAL d'ACTION SOCIALE
de SAINT DIE DES VOSGES,

Françoise LEGRAND

Le MAIRE ^❶
de la VILLE de SAINT DIE DES VOSGES,

David VALENCE

La PRÉSIDENTE ^❶
de l'ASSOCIATION HORIZONS 2000,

Catherine ARÉNA

N° BIEN	NATURE	LIBELLE	GESTION	N° COMPTE	N° COMPTE	LIBELLE COMPTE	LIEU	IMPLANTATION	FOURNISSEUR	ANNEE ACHAT	MOIS ACHAT	JOUR ACHAT	ANNEE MES	MOIS MES	JOUR MES	VALEUR ACHAT			CUMUL AMTS AU 31/12/2015	VNC AU 31/12/15	MO DE CAL CUL AMT S	DURE E AMT S	GESTION	N° COMPTE		
12791	84	COFFRE FORT MARQUE FORESTIER TYPE JAG 81	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	I.M.S	2008	9	19	2008	9	19	3 462,42	8429	0	2008	2 521,78	940,64	1	10	0	ES14	6811284
15673	54	VIDEOPROJECTEUR + MODULE CONNEXION WIFI	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	UGAP	2014	5	14	2014	5	19	906,20		0	2014	209,27	696,93	1	7	0	ES14	6811254
14094	54	REFRIGERATEUR CELLIER	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	SVD PRO/CIE	2011	5	27	2011	5	28	1 308,00	5429	0	2011	857,95	450,05	1	7	0	ES14	6811254
16407	81	SONORISATION BLUETOOTH	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	CAMIF COLLECTIVITES	2015	12	2	2015	12	3	372,00		0	2015	9,64	362,36	1	3	0	ES14	68112831
16442	54	LAVE LINGE FRONTAL CANDY 10 KG	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	UGAP	2015	11	25	2015	11	25	353,31		0	2015	5,04	348,27	1	7	0	ES14	6811254
14670	54	MACHINE A COUDRE PFAFF SELECT 3.0	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	AU COUPE FIL	2012	9	28	2012	9	28	649,00		0	2012	302,08	346,92	1	7	0	ES14	6811254
14676	84	ARMOIRE AUDIO MONOBLOC	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	CAMIF COLLECTIVITES	2012	10	9	2012	10	19	498,73		0	2012	159,58	339,15	1	10	0	ES14	6811284
14107	81	PHOTOCOPIEUR CIC 161238 E-STUDIO 2330C	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	UGAP	2011	5	19	2011	5	19	4 414,45	6092	0	2011	4 076,00	338,45	1	5	0	ES14	68112831
14674	84	KIT BACS A POSER AVEC ROULETTES H95CM	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	WESCO SA	2012	10	17	2012	10	19	471,53		0	2012	150,88	320,65	1	10	0	ES14	6811284
14675	84	KIT BACS A POSER SANS PIEDS H81CM	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	WESCO SA	2012	10	17	2012	10	19	447,23		0	2012	143,10	304,13	1	10	0	ES14	6811284
16441	54	SECHE LINGE A CONDENSATION FRONTAL 8 KG	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	UGAP	2015	11	25	2015	11	25	304,82		0	2015	4,35	300,47	1	7	0	ES14	6811254
13993	84	LIT VERT ANIS ET BLANC CATLOCK	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	MATHOU	2011	1	25	2011	1	25	558,48		0	2011	275,47	283,01	1	10	0	ES14	6811284
15883	54	CHARIOT POUR 40 CHAISES FOLD	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	302,06		0	2014	45,66	256,40	1	7	0	ES14	6811254
16440	84	ARMOIRE SECRETAIRE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2015	12	11	2015	12	11	256,14		0	2015	1,42	254,72	1	10	0	ES14	6811284
16007	84	TABLE CARELIE 160x80	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2015	1	5	2015	1	8	269,31		0	2015	26,40	242,91	1	10	0	ES14	6811284
16000	84	TABLE CARELIE 160x80	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2015	1	5	2015	1	8	269,27		0	2015	26,39	242,88	1	10	0	ES14	6811284
16001	84	TABLE CARELIE 160x80	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2015	1	5	2015	1	8	269,27		0	2015	26,39	242,88	1	10	0	ES14	6811284
16002	84	TABLE CARELIE 160x80	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2015	1	5	2015	1	8	269,27		0	2015	26,39	242,88	1	10	0	ES14	6811284
16003	84	TABLE CARELIE 160x80	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2015	1	5	2015	1	8	269,27		0	2015	26,39	242,88	1	10	0	ES14	6811284
16004	84	TABLE CARELIE 160x80	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2015	1	5	2015	1	8	269,27		0	2015	26,39	242,88	1	10	0	ES14	6811284
16005	84	TABLE CARELIE 160x80	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2015	1	5	2015	1	8	269,27		0	2015	26,39	242,88	1	10	0	ES14	6811284
16006	84	TABLE CARELIE 160x80	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2015	1	5	2015	1	8	269,27		0	2015	26,39	242,88	1	10	0	ES14	6811284
13550	84	LIT CATLOCK AZUR BLANC + JEU DE 4 ROUES	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	MATHOU	2010	2	2	2010	2	2	558,48		0	2010	330,23	228,25	1	10	0	ES14	6811284
13995	84	MEUBLE HETRE VERT ANIS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	MATOU	2011	1	25	2011	1	25	446,54		0	2011	220,27	226,27	1	10	0	ES14	6811284
13512	54	MACHINE A BRODER + LOGICIEL DE BRODERIE	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	AU COUPE FIL	2009	12	14	2009	12	14	1 582,15		0	2009	1 366,79	215,36	1	7	0	ES14	6811254
14673	84	KIT BACS A POSER SANS PIEDS H51CM	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	WESCO SA	2012	10	17	2012	10	19	300,33		0	2012	96,09	204,24	1	10	0	ES14	6811284
13549	84	MEUBLE 1375*417 HETRE AZUR PIEDS ATLANTIS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	MATHOU	2010	2	2	2010	2	2	446,54		0	2010	264,05	182,49	1	10	0	ES14	6811284
16455	81	ECRAN DE PROJECTION PORTABLE	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	UGAP	2015	12	4	2015	12	7	179,18		0	2015	2,38	176,80	1	5	0	ES14	68112831
14095	54	REFRIGERATEUR TOP	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	SVD PRO/CIE	2011	5	27	2011	5	28	355,00	5428	0	2011	232,84	122,16	1	7	0	ES14	6811254
13829	54	STAND PLIANT AVEC 13827 - REGUL BIEN 13513	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CAMIF COLLECTIVITES	2010	1	1	2010	1	1	826,61	12393	0	2010	717,00	109,61	3	83	0	ES14	6811254
13830	54	STAND PLIANT AVEC 13828 - REGUL BIEN 13513	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CAMIF COLLECTIVITES	2010	1	1	2010	1	1	826,60	12393	0	2010	717,00	109,60	3	83	0	ES14	6811254
15429	81	APPAREIL PHOTO NIKON	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	GODEAU PHOTO CINE	2014	7	10	2014	7	10	150,80		0	2014	44,48	106,32	1	5	0	ES14	68112831
13008	84	ARMOIRE METALLIQUE HAUTE A RIDEAUX ANTHRACITE/POIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERC	2008	12	16	2008	12	17	308,09	11937	0	2008	216,79	91,30	1	10	0	ES91	6811284
14093	54	CHAR ROMAIN ASCO	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CELDA ASCO	2011	5	13	2011	5	16	252,00		0	2011	166,50	85,50	1	7	0	ES14	6811254
11904	84	1 MEUBLE DE CHANGE EN ILOT DIABOLO 760*1095*930MM	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	DAILLOT	2006	10	18	2006	10	18	1 023,32		0	2006	941,72	81,60	1	10	0	ES14	6811284
14089	54	TRICYCLE ASCO 28	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CELDA ASCO	2011	5	13	2011	5	16	234,00		0	2011	154,56	79,44	1	7	0	ES14	6811254
14090	54	TRICYCLE ASCO 36	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CELDA ASCO	2011	5	13	2011	5	16	162,67		0	2011	107,43	55,24	1	7	0	ES14	6811254
14091	54	TRICYCLE ASCO 36	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CELDA ASCO	2011	5	13	2011	5	16	162,67		0	2011	107,43	55,24	1	7	0	ES14	6811254
14092	54	TROTINETTE ASCO	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CELDA ASCO	2011	5	13	2011	5	16	162,66		0	2011	107,43	55,23	1	7	0	ES14	6811254
14426	84	FAUTEUIL DE BUREAU SONATA - CUIR NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2012	6	7	2012	6	8	188,33		0	2012	134,21	54,12	1	5	0	ES14	6811284
15893	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,70		0	2014	14,11	52,59	1	5	0	ES14	6811284

N° BIEN	NATURE	LIBELLE	GESTION	N° COMPTE	N° COMPTE	LIBELLE COMPTE	LIEU	IMPLANTATION	FOURNISSEUR	ANNEE ACHAT	MOIS ACHAT	JOUR ACHAT	ANNEE MES	MOIS MES	JOUR MES	VALEUR ACHAT			CUMUL AMTS AU 31/12/2015	VNC AU 31/12/15	MO DE CAL CUL AMT S	DURE E AMT S	GESTION	N° COMPTE		
15903	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,70		0	2014	14,11	52,59	1	5	0	ES14	6811284
15884	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15885	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15886	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15887	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15888	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15889	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15890	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15891	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15892	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15894	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15895	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15896	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15897	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15898	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15899	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15900	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15901	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15902	84	CHAISE TEXTILE PLIANTE FOLD VERTE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	2014	12	10	2014	12	10	66,66		0	2014	14,10	52,56	1	5	0	ES14	6811284
15315	83	ECRAN : PHILIPS 19P 12/2013	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	UGAP	2013	12	11	2014	1	30	118,92		0	2013	76,08	42,84	1	3	0	GA0	68112833
15316	83	ECRAN : PHILIPS 19P 12/2013	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	UGAP	2013	12	11	2014	1	30	118,92		0	2013	76,08	42,84	1	3	0	GA0	68112833
15317	83	ECRAN : PHILIPS 19P 12/2013	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	UGAP	2013	12	11	2014	1	30	118,92		0	2013	76,08	42,84	1	3	0	GA0	68112833
15318	83	ECRAN : PHILIPS 19P 12/2013	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	UGAP	2013	12	11	2014	1	30	118,92		0	2013	76,08	42,84	1	3	0	GA0	68112833
15319	83	ECRAN : PHILIPS 19P 12/2013	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	UGAP	2013	12	11	2014	1	30	118,92		0	2013	76,08	42,84	1	3	0	GA0	68112833
15320	83	ECRAN : PHILIPS 19P 12/2013	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	UGAP	2013	12	11	2014	1	30	118,92		0	2013	76,08	42,84	1	3	0	GA0	68112833
13994	84	MATELAS BLEU TREVIRA	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	MATHOU	2011	1	25	2011	1	25	60,95		0	2011	30,04	30,91	1	10	0	ES14	6811284
14318	81	MASSICOT IDEAL 1142 PROMO	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	THOUVENIN BUREAU	2011	11	18	2011	11	18	175,21		0	2011	144,34	30,87	1	5	0	ES14	68112831
13551	84	MATELAS MUNDIAL NON FEU BLANC	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	MATHOU	2010	2	2	2010	2	2	73,39		0	2010	43,34	30,05	1	10	0	ES14	6811284
12748	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR AL	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284
12749	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR AL	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284
12750	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR AL	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284

N° BIEN	NATURE	LIBELLE	GESTION	N° COMPTE	N° COMPTE	LIBELLE COMPTE	LIEU	IMPLANTATION	FOURNISSEUR	ANNEE ACHAT	MOIS ACHAT	JOUR ACHAT	ANNEE MES	MOIS MES	JOUR MES	VALEUR ACHAT			CUMUL AMTS AU 31/12/2015	VNC AU 31/12/15	MO DE CAL CUL AMT S	DURE E AMT S	GESTION	N° COMPTE		
12751	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR AL	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284
12752	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR BU	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284
12753	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR BU	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284
12754	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR BU	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284
12755	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR BU	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284
12756	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR BU	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284
12757	84	TABLE MODULAIRE POLY CA RECT 120X60 GR BU	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	1	16	2008	1	17	89,70	1648	0	2008	71,36	18,34	1	10	0	ES14	6811284
14681	81	RADIO K7/CD THOMSON	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	CONFORAMA SAINT DIE	2012	10	10	2012	10	10	39,90		0	2012	25,73	14,17	1	5	0	ES14	68112831
14682	81	RADIO K7/CD THOMSON	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	CONFORAMA SAINT DIE	2012	10	10	2012	10	10	39,90		0	2012	25,73	14,17	1	5	0	ES14	68112831
11906	84	1 POSTE COMPACT ADAGIO 1800*1750MM AVEC VOILE FOND	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2006	4	24	2006	4	24	381,23		0	2006	369,23	12,00	1	10	0	ES14	6811284
11907	84	1 CAISSON PORTEUR 2TIROIRS+1TIROIR DOSSIERS SUSPEN	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2006	4	24	2006	4	24	344,45		0	2006	333,58	10,87	1	10	0	ES14	6811284
11905	84	1 FAUTEUIL HAUT DOSSIER REGLABLE FINITION TISSU VO	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2006	4	24	2006	4	24	339,07		0	2006	328,35	10,72	1	10	0	ES14	6811284
11948	84	1 TABLE 1200*600	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	131,56		0	2006	125,72	5,84	1	10	0	ES14	6811284
11949	84	1 TABLE 1200*600	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	131,56		0	2006	125,72	5,84	1	10	0	ES14	6811284
11950	84	1 TABLE 1200*600	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	131,56		0	2006	125,72	5,84	1	10	0	ES14	6811284
11951	84	1 TABLE 1200*600	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	131,56		0	2006	125,72	5,84	1	10	0	ES14	6811284
11908	84	1 TIRETTE PLUMIER	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2006	4	24	2006	4	24	23,31		0	2006	22,56	0,75	1	10	0	ES14	6811284
11354	35	1 INSTALLATION ALARME	SF	2181	28181	Intallations générales, aménagements divers	14	4	ALARME CONSEIL	2004	8	12	2004	8	12	3 946,80	8839	0	2004	3 946,80	0,00	1	10	0	ES14	6811281
5934	35	INSTALLATION SYSTEME D ALARME	SF	2181	28181	Intallations générales, aménagements divers	14	4	ALARME CONSEIL	1995	10	25	1995	10	25	919,27	15019	0	1995	919,27	0,00	1	10	0	ES14	6811281
9733	54	1 BABY FOOT COLLECTIVITES	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CAMIF	2002	8	27	2002	8	27	1 146,84	10006	0	2002	1 146,84	0,00	1	7	0	ES14	6811254
10071	54	1 BABY FOOT LE FOOT II	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CAMIF	2003	9	20	2003	9	20	560,92	7948	0	2003	560,92	0,00	1	7	0	ES17	6811254
10072	54	1 BABY FOOT LE FOOT II	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CAMIF	2003	9	20	2003	9	20	560,93	7948	0	2003	560,93	0,00	1	7	0	ES17	6811254
2736	54	1 CHAISE PLIANTE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	750653	1975	12	31	1976	1	1	19,77		19,77	1986	19,77	0,00	1	7	0	ES14	6811254
2740	54	1 CHAISE PLIANTE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	750653	1975	12	31	1976	1	1	19,77		19,77	1986	19,77	0,00	1	7	0	ES14	6811254
2741	54	1 CHAISE PLIANTE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	750653	1975	12	31	1976	1	1	19,77		19,77	1986	19,77	0,00	1	7	0	ES14	6811254
2742	54	1 CHAISE PLIANTE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	750653	1975	12	31	1976	1	1	19,77		19,77	1986	19,77	0,00	1	7	0	ES14	6811254
2743	54	1 CHAISE PLIANTE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	750653	1975	12	31	1976	1	1	19,77		19,77	1986	19,77	0,00	1	7	0	ES14	6811254
2744	54	1 CHAISE PLIANTE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	750653	1975	12	31	1976	1	1	19,77		19,77	1986	19,77	0,00	1	7	0	ES14	6811254
2745	54	1 CHAISE PLIANTE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	750653	1975	12	31	1976	1	1	19,77		19,77	1986	19,77	0,00	1	7	0	ES14	6811254
2747	54	1 CHAISE PLIANTE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	750653	1975	12	31	1976	1	1	19,77		19,77	1986	19,77	0,00	1	7	0	ES14	6811254
2749	54	1 CHAISE PLIANTE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	750653	1975	12	31	1976	1	1	19,77		19,77	1986	19,77	0,00	1	7	0	ES14	6811254
9947	54	1 CLOISONNETTE MIROIR	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	DAILLOT	2002	12	24	2002	12	24	314,98		0	2002	314,98	0,00	1	7	0	ES14	6811254
9948	54	1 CLOISONNETTE MIROIR	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	DAILLOT	2002	12	24	2002	12	24	454,76		0	2002	454,76	0,00	1	7	0	ES14	6811254
9949	54	1 CLOISONNETTE PENDERIE	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	DAILLOT	2002	12	24	2002	12	24	275,26		0	2002	275,26	0,00	1	7	0	ES14	6811254
5065	54	1 CONVECTEUR SATURNE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	MR BRICOLAGE	1993	12	10	1993	12	10	58,69		0	1993	58,69	0,00	1	5	0	ES14	6811254
5066	54	1 CONVECTEUR SATURNE	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	MR BRICOLAGE	1993	12	10	1993	12	10	58,69		0	1993	58,69	0,00	1	5	0	ES14	6811254
7986	54	1 FOUR MICRO ONDES	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	BUT	1999	9	8	1999	9	8	150,92	14982	0	1999	150,92	0,00	1	5	0	ES14	6811254
11042	54	1 FOURNEAU ELECTRIQUE CE 10S1 B	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	MANUVOS	2004	5	19	2004	5	19	2 680,22	4936	0	2004	2 680,22	0,00	1	7	0	ES14	6811254
11043	54	1 HOTTE ASPIRANTE ET KIT DE RACCORDEMENT	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	MANUVOS	2004	5	19	2004	5	19	1 107,63	4936	0	2004	1 107,63	0,00	1	7	0	ES14	6811254
4159	54	1 MACHINE A COUDRE BERNINA CL 1005	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	WISMER	1990	5	14	1990	4	21	951,28	4194	0	1990	951,28	0,00	1	5	0	ES3	6811254

N° BIEN	NATURE	LIBELLE	GESTION	N° COMPTE	N° COMPTE	LIBELLE COMPTE	LIEU	IMPLANTATION	FOURNISSEUR	ANNEE ACHAT	MOIS ACHAT	JOUR ACHAT	ANNEE MES	MOIS MES	JOUR MES	VALEUR ACHAT			CUMUL AMTS AU 31/12/2015	VNC AU 31/12/15	MO DE CAL CUL AMT S	DURE E AMT S	GESTION	N° COMPTE		
3437	54	1 MACHINE A COUDRE BERNINA CL 801 SPORT 27012829	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	WISMER	1987	4	2	1987	4	3	945,18	2976	0	1987	945,18	0,00	1	5	0	ES3	6811254
9710	54	1 MACHINE A COUDRE PFAFF	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	WISMER	2002	11	15	2002	11	15	693,00	12513	0	2002	693,00	0,00	1	7	0	ES14	6811254
4954	54	1 MACHINE A COUDRE PFAFF 33878548	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	WISMER	1993	5	5	1993	5	5	701,27	5818	0	1993	701,27	0,00	1	5	0	ES3	6811254
7090	54	1 MACHINE A COUDRE PFAFF 6112	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	WISMER	1998	7	29	1998	7	29	780,69	10898	0	1998	780,69	0,00	1	5	0	ES14	6811254
7980	54	1 MACHINE A COUDRE PFAFF CL 6112	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	WISMER	1999	6	13	1999	6	13	780,54	9415	0	1999	780,54	0,00	1	5	0	ES14	6811254
8735	54	1 MACHINE A RELIER IBICO	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	273,49	20104	0	2000	273,49	0,00	1	5	0	ES14	6811254
9946	54	1 MEUBLE DOMINO 2 PORTES 5 TIROIRS	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	DAILLOT	2002	12	24	2002	12	24	1 220,62		0	2002	1 220,62	0,00	1	7	0	ES14	6811254
9950	54	1 MIROIR GRAND RECTANGLE	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	DAILLOT	2002	12	24	2002	12	24	478,38		0	2002	478,38	0,00	1	7	0	ES14	6811254
5067	54	1 PANNEAU CENTRAL	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	GANTOIS	1993	12	13	1993	12	13	69,61	14432	0	1993	69,61	0,00	1	5	0	ES14	6811254
5068	54	1 PANNEAU CENTRAL	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	GANTOIS	1993	12	13	1993	12	13	69,61	14432	0	1993	69,61	0,00	1	5	0	ES14	6811254
5069	54	1 PANNEAU CENTRAL	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	GANTOIS	1993	12	13	1993	12	13	69,61	14432	0	1993	69,61	0,00	1	5	0	ES14	6811254
5070	54	1 PANNEAU CENTRAL	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	GANTOIS	1993	12	13	1993	12	13	69,61	14432	0	1993	69,61	0,00	1	5	0	ES14	6811254
5072	54	1 PANNEAU LATERAL	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	GANTOIS	1993	12	13	1993	12	13	45,74	14432	0	1993	45,74	0,00	1	5	0	ES14	6811254
5073	54	1 PANNEAU LATERAL	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	GANTOIS	1993	12	13	1993	12	13	45,74	14432	0	1993	45,74	0,00	1	5	0	ES14	6811254
4719	54	1 RADIATEUR BAIN D'HUILE SUPRA	SF	21548	281548	Matériel activités	14	4	SVD	1992	11	18	1992	11	19	182,94	12333	0	1992	182,94	0,00	1	5	0	ES14	6811254
8549	54	BARRE SECHE SERVIETTES	SF	21543	281543	Matériel activités	14	4	BROCARD	2000	2	13	2000	2	13	260,37	15995	0	2000	260,37	0,00	1	5	0	ES14	6811254
12574	54	BLOC CUISINE ECKO - JOUET	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	HABA	2007	3	22	2007	3	22	1 018,99	3501	0	2007	1 018,99	0,00	1	7	0	ES14	6811254
12691	54	MACHINE A COUDRE PFAFF 1523	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	WISMER SA	2007	11	27	2007	11	28	690,20		0	2007	690,20	0,00	1	7	0	ES14	6811254
10062	54	MACHINE A COUDRE PFAFF 1530	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	WISMER S A	2003	8	29	2003	8	29	801,00	7369	0	2003	801,00	0,00	1	7	0	ES14	6811254
13827	54	STAND PLIANT AVEC 13829 - REGUL BIEN 13513	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CAMIF COLLECTIVITES	2010	1	1	2010	1	1	4,61	12393	0	2010	4,61	0,00	2	0	0	ES14	6811254
13828	54	STAND PLIANT AVEC 13830 - REGUL BIEN 13513	SF	2154	28154	Matériel activités	14	4	CAMIF COLLECTIVITES	2010	1	1	2010	1	1	4,62	12393	0	2010	4,62	0,00	2	0	0	ES14	6811254
2902	81	1 ECRAN MURAL ACTIVITES	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	750459	1975	12	31	1976	1	1	27,29		27,29	1986	27,29	0,00	1	7	0	ES14	68112831
8276	81	1 MINI CHAINE	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	CONNEXION	1999	12	30	1999	12	30	548,82		0	1999	548,82	0,00	1	5	0	ES14	68112831
3377	81	1 TABLE SUPPORT MACHINE A ECRIRE	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	850672	1985	7	30	1985	7	30	182,94		7,72	1986	182,94	0,00	1	10	0	ES14	68112831
8005	81	1 TV VIDEO	SF	21831	281831	Matériel de bureau	14	4	MODERN RADIO	1999	11	17	1999	11	17	609,80	19455	0	1999	609,80	0,00	1	5	0	ES14	68112831
11836	83	BORNE INTERACTIVE-ILOT-ACHAT/INSTALLATION ST ROCH	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	HITACHI TIBCO	2005	3	5	2005	3	5	8 252,40		0	2005	8 252,40	0,00	1	3	0	GA0	68112833
13547	83	EQUIPEMENT : VIDEOPROJECTEUR NEC NP610 LUMENS DVI	SF	21833	281833	Matériel informatique	14	4	AVEC INFORMATIQUE	2010	1	6	2010	1	6	1 314,40	632	0	2010	1 314,40	0,00	1	3	0	ES14	68112833
11290	83	EQUIPEMENTS : CARTE RESEAU P/ IMPRIMANTE HP 2500	SF	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2004	6	22	2004	6	22	405,45	6499	0	2004	405,45	0,00	1	3	0	ES14	68112833
11008	83	EQUIPEMENTS : SOURIS+CLAVIER LOGITECH CORDLESS	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2004	10	13	2004	10	6	96,88		0	2004	96,88	0,00	1	3	0	GA0	68112833
11009	83	EQUIPEMENTS : SOURIS+CLAVIER LOGITECH CORDLESS	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2004	10	13	2004	10	6	96,88		0	2004	96,88	0,00	1	3	0	GA0	68112833
11010	83	EQUIPEMENTS : SOURIS+CLAVIER LOGITECH CORDLESS	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2004	10	13	2004	10	6	96,88		0	2004	96,88	0,00	1	3	0	GA0	68112833
14072	83	IMPRIMANTE : BROTHER MFC-8880DN RECTO/VERSO	SF	21833	281833	Matériel informatique	14	4	UGAP	2011	1	13	2011	1	14	187,03		0	2011	187,03	0,00	1	3	0	ES91	68112833
13269	83	UC - LENOVO A61 - 2Go de RAM	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2009	3	17	2009	4	13	415,96	2994	0	2009	415,96	0,00	1	3	0	GA0	68112833
14041	83	UC - LENOVO M70E - 2 Go DE RAM	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2011	1	17	2011	2	16	425,30		0	2011	425,30	0,00	1	3	0	GA0	68112833
14042	83	UC - LENOVO M70E - 2 Go DE RAM	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2011	1	17	2011	2	16	425,30		0	2011	425,30	0,00	1	3	0	GA0	68112833
14043	83	UC - LENOVO M70E - 2 Go DE RAM	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2011	1	17	2011	2	16	425,30		0	2011	425,30	0,00	1	3	0	GA0	68112833
14044	83	UC - LENOVO M70E - 2 Go DE RAM	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2011	1	17	2011	2	16	425,30		0	2011	425,30	0,00	1	3	0	GA0	68112833

N° BIEN	NATURE	LIBELLE	GESTION	N° COMPTE	N° COMPTE	LIBELLE COMPTE	LIEU	IMPLANTATION	FOURNISSEUR	ANNEE ACHAT	MOIS ACHAT	JOUR ACHAT	ANNEE MES	MOIS MES	JOUR MES	VALEUR ACHAT			CUMUL AMTS AU 31/12/2015	VNC AU 31/12/15	MO DE CAL CUL AMT S	DURE E AMT S	GESTION	N° COMPTE		
14045	83	UC - LENOVO M70E - 2 Go DE RAM	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2011	1	17	2011	2	16	425,18		0	2011	425,18	0,00	1	3	0	GA0	68112833
14195	83	UC - LENOVO M70E E5500 2GO DE RAM	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	SCC	2011	10	24	2011	11	15	425,30		0	2011	425,30	0,00	1	3	0	GA0	68112833
12424	83	UC - NEC VL360 - 1GO DE RAM	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	UGAP	2007	6	27	2007	6	27	504,60	7802	0	2007	504,60	0,00	1	3	0	GA0	68112833
12475	83	UC - NEC VL360 - 1GO DE RAM	GA0	21833	281833	Matériel informatique	14	4	UGAP	2007	6	19	2007	6	19	504,60	7802	0	2007	504,60	0,00	1	3	0	GA0	68112833
9662	84	1 ARMOIRE A RIDEAUX GRIS HETRE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	412,60	9503	0	2002	412,60	0,00	1	10	0	ES14	6811284
9663	84	1 ARMOIRE A RIDEAUX GRIS HETRE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	581,26	9503	0	2002	581,26	0,00	1	10	0	ES14	6811284
11773	84	1 ARMOIRE BASSE SUR SOCLE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	993,16		0	2004	993,16	0,00	1	10	0	ES14	6811284
11770	84	1 ARMOIRE BUROFORM PORTES EN APPLIQUES	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	837,20		0	2004	837,20	0,00	1	10	0	ES14	6811284
5252	84	1 ARMOIRE HAUTE ALBATROS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	SODEQUIP	1994	9	1	1994	9	1	458,34	10649	0	1994	458,34	0,00	1	10	0	ES3	6811284
11771	84	1 ARMOIRE SUR SOCLE 2 PORTES BATTANTES	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	703,25		0	2004	703,25	0,00	1	10	0	ES14	6811284
11772	84	1 ARMOIRE SUR SOCLE 2 PORTES BATTANTES	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	703,25		0	2004	703,25	0,00	1	10	0	ES14	6811284
8672	84	1 BAC A LIVRES HAUT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	DAILLOT	2000	12	7	2000	12	7	288,81	20103	0	2000	288,81	0,00	1	10	0	ES14	6811284
6062	84	1 BAHUT 2 PORTES BLANC CIEL	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	MATHOU	1996	10	12	1996	10	12	350,22	16803	0	1996	350,22	0,00	1	10	0	ES14	6811284
8708	84	1 BLOC 6 CASIERS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	474,06	20104	0	2000	474,06	0,00	1	10	0	ES14	6811284
5886	84	1 BUREAU AIRFEU LATEAU SERINGA PIED SAUMON	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.BI DOMPAIRE	1995	8	2	1995	8	2	609,80	10594	0	1995	609,80	0,00	1	10	0	ES3	6811284
11769	84	1 BUREAU COMPACT ADAGIO	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	1 114,67		0	2004	1 114,67	0,00	1	10	0	ES14	6811284
11065	84	1 BUREAU HAWORTH ANIWAY	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	1	19	2004	1	19	940,95	631	0	2004	940,95	0,00	1	10	0	ES5	6811284
4275	84	1 BUREAU MOD LINE CAISSON 2 TIROIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1990	12	29	1990	12	29	457,35	12753	0	1990	457,35	0,00	1	5	0	ES14	6811284
7901	84	1 CAISSON A ROULETTES	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	CBI DIFFUSION	1999	5	21	1999	5	21	275,78	7666	0	1999	275,78	0,00	1	10	0	ES14	6811284
11774	84	1 CAISSON SUR ROULETTES	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	674,80		0	2004	674,80	0,00	1	10	0	ES14	6811284
9664	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9665	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9666	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9668	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9669	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9670	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9671	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9672	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9673	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9675	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9676	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9677	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9678	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9679	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
9680	84	1 CHAISE CLICK SKAI NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	E.B.I	2002	9	10	2002	9	10	64,59	9503	0	2002	64,59	0,00	1	5	0	ES14	6811284
5021	84	1 CHAISE EUROSIT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	49,28		0	1993	49,28	0,00	1	5	0	ES14	6811284
5022	84	1 CHAISE EUROSIT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	49,28		0	1993	49,28	0,00	1	5	0	ES14	6811284
5023	84	1 CHAISE EUROSIT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	49,28		0	1993	49,28	0,00	1	5	0	ES14	6811284
5024	84	1 CHAISE EUROSIT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	49,28		0	1993	49,28	0,00	1	5	0	ES14	6811284
5025	84	1 CHAISE EUROSIT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	49,28		0	1993	49,28	0,00	1	5	0	ES14	6811284
5026	84	1 CHAISE EUROSIT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	49,28		0	1993	49,28	0,00	1	5	0	ES14	6811284
5027	84	1 CHAISE EUROSIT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	49,28		0	1993	49,28	0,00	1	5	0	ES14	6811284
5028	84	1 CHAISE EUROSIT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	49,28		0	1993	49,28	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11953	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11954	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11955	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11956	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11957	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11958	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11959	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11960	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284

N° BIEN	NATURE	LIBELLE	GESTION	N° COMPTE	N° COMPTE	LIBELLE COMPTE	LIEU	IMPLANTATION	FOURNISSEUR	ANNEE ACHAT	MOIS ACHAT	JOUR ACHAT	ANNEE MES	MOIS MES	JOUR MES	VALEUR ACHAT			CUMUL AMTS AU 31/12/2015	VNC AU 31/12/15	MO DE CAL CUL AMT S	DURE E AMT S	GESTION	N° COMPTE		
11961	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11962	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11963	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11964	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11965	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11966	84	1 CHAISE PLIANTE CIVIC SKAI	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EFIKA BUREAUTIQUE	2006	6	9	2006	6	9	69,37		0	2006	69,37	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4070	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4071	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4072	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4073	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4074	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4075	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4076	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4077	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4078	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4079	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4080	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4081	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4082	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4083	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4084	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4085	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4086	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4087	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4088	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4089	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4092	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4093	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4095	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4096	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4097	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4098	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4099	84	1 CHAISE SOUVIGNET GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	74,49	9752	0	1989	74,49	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11763	84	1 CHAISE VISITEUR PIETEMENT LUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	174,02		0	2004	174,02	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11764	84	1 CHAISE VISITEUR PIETEMENT LUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	174,01		0	2004	174,01	0,00	1	5	0	ES14	6811284
2621	84	1 CHARIOT DE RANGEMENT	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	735603/04	1973	10	23	1974	1	1	32,23		32,23	1986	32,23	0,00	1	7	0	ES14	6811284
6058	84	1 CHAUFFEUSE ALISE SANS ACCOTOIR ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	1996	11	5	1996	11	5	200,47	15528	0	1996	200,47	0,00	1	5	0	ES14	6811284
6059	84	1 CHAUFFEUSE ALISE SANS ACCOTOIR ROUGE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	1996	11	5	1996	11	5	200,47	15528	0	1996	200,47	0,00	1	5	0	ES14	6811284
6060	84	1 CHAUFFEUSE ALISE ROUGE AVEC ACCOTOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	1996	11	5	1996	11	5	218,76	15528	0	1996	218,76	0,00	1	5	0	ES14	6811284
6061	84	1 CHAUFFEUSE ALISE ROUGE AVEC ACCOTOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	1996	11	5	1996	11	5	218,76	15528	0	1996	218,76	0,00	1	5	0	ES14	6811284
4662	84	1 CLASSEUR ARMOIRE PORTES PLIANTES	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1992	12	1	1992	12	1	304,90	12764	0	1992	304,90	0,00	1	10	0	ES14	6811284
8707	84	1 ELEMENT VESTIAIRE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	218,25	20104	0	2000	218,25	0,00	1	10	0	ES14	6811284
4660	84	1 ETAGERE 193 X 123	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1992	12	1	1992	12	1	228,67	12764	0	1992	228,67	0,00	1	10	0	ES14	6811284
11762	84	1 FAUTEUIL ARNIS SYNCHRONE PLUS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	435,05		0	2004	435,05	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11765	84	1 FAUTEUIL HAUT DOSSIER REGLABLE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	316,64		0	2004	316,64	0,00	1	5	0	ES14	6811284
11766	84	1 FAUTEUIL HAUT DOSSIER REGLABLE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	316,64		0	2004	316,64	0,00	1	5	0	ES14	6811284
8706	84	1 MEUBLE A CLAPETS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	220,44	20104	0	2000	220,44	0,00	1	10	0	ES14	6811284
4618	84	1 MEUBLE DE CLASSEMENT C4T75 ECUME	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	SODEQUIP	1992	11	9	1992	11	10	381,12	12433	0	1992	381,12	0,00	1	10	0	ES5	6811284
2801	84	1 PORTE MANTEAUX REF 261	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	750668	1975	12	31	1976	1	1	32,01		32,01	1986	32,01	0,00	1	7	0	ES14	6811284
8705	84	1 POSTE AIRBORNE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	313,61	20104	0	2000	313,61	0,00	1	10	0	ES14	6811284
5030	84	1 TABLE 120X40	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	163,43		0	1993	163,43	0,00	1	10	0	ES14	6811284

N° BIEN	NATURE	LIBELLE	GESTION	N° COMPTE	N° COMPTE	LIBELLE COMPTE	LIEU	IMPLANTATION	Fournisseur	ANNEE ACHAT	MOIS ACHAT	JOUR ACHAT	ANNEE MES	MOIS MES	JOUR MES	VALEUR ACHAT			CUMUL AMTS AU 31/12/2015	VNC AU 31/12/15	MO DE CAL CUL AMT S	DURE E AMT S	GESTION	N° COMPTE	
8730	84	1 TABLE 120X60	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	126,72	20104	0	2000	126,72	0,00	1	10	ES14	6811284
8731	84	1 TABLE 120X60	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	126,72	20104	0	2000	126,72	0,00	1	10	ES14	6811284
8732	84	1 TABLE 120X60	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	126,72	20104	0	2000	126,72	0,00	1	10	ES14	6811284
8733	84	1 TABLE 120X60	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	126,72	20104	0	2000	126,72	0,00	1	10	ES14	6811284
8734	84	1 TABLE 120X60	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	2000	10	1	2000	10	1	126,72	20104	0	2000	126,72	0,00	1	10	ES14	6811284
5031	84	1 TABLE 180X40	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1993	12	10	1993	12	10	192,09		0	1993	192,09	0,00	1	10	ES14	6811284
6057	84	1 TABLE BASSE MUSSY	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	UGAP	1996	11	5	1996	11	5	76,22	15528	0	1996	76,22	0,00	1	10	ES14	6811284
7900	84	1 TABLE COMPACT 120 GALAXIE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	CBI DIFFUSION	1999	5	21	1999	5	21	551,56	7666	0	1999	551,56	0,00	1	10	ES14	6811284
5855	84	1 TABLE POUR ORDINATEUR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	EBI DOMPAIRE	1995	10	4	1995	10	4	251,32	12117	0	1995	251,32	0,00	1	10	ES14	6811284
4100	84	1 TABLE REF 1008 BC	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	135,73	9752	0	1989	135,73	0,00	1	10	ES14	6811284
4101	84	1 TABLE REF 1008 BC	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	135,73	9752	0	1989	135,73	0,00	1	10	ES14	6811284
4102	84	1 TABLE REF 1008 BC	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	135,73	9752	0	1989	135,73	0,00	1	10	ES14	6811284
4103	84	1 TABLE REF 1008 BC	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	135,73	9752	0	1989	135,73	0,00	1	10	ES14	6811284
4104	84	1 TABLE REF 1008 BC	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN BUREAU	1989	10	30	1989	10	30	135,73	9752	0	1989	135,73	0,00	1	10	ES14	6811284
4276	84	1 TABLE SOUVIGNET	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1990	12	29	1990	12	29	182,94	12753	0	1990	182,94	0,00	1	10	ES14	6811284
4277	84	1 TABLE SOUVIGNET	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	THOUVENIN	1990	12	29	1990	12	29	182,94	12753	0	1990	182,94	0,00	1	10	ES14	6811284
6820	84	1 TABLEAU DE CONFERENCE	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	LA PAPETHEQUE	1997	9	5	1997	9	5	93,99	13580	0	1997	93,99	0,00	1	5	ES14	6811284
11742	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11743	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11744	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11745	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11746	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11747	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11749	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11750	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11751	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11752	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11753	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11754	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11755	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11756	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11757	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11758	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11759	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,24		0	2004	105,24	0,00	1	5	ES14	6811284
11761	84	1CHAISE 4 PIEDS COQUE HETRE PIEDS NOIRS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2004	12	30	2004	12	30	105,40		0	2004	105,40	0,00	1	5	ES14	6811284
8671	84	BAC A LIVRES BAS	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	DAILLOT	2000	12	7	2000	12	7	217,70	20103	0	2000	217,70	0,00	1	10	ES14	6811284
10236	84	BUREAU + CAISSON HAUTEUR BUREAU	GA0	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2003	2	14	2003	2	14	985,09	3467	0	2003	985,09	0,00	1	10	GA0	6811284
12758	84	CHAISE KIWI REGLABLE EN 2 HAUTEURS TAILLE 1-2	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	DAILLOT	2008	3	31	2008	4	1	123,92	3015	0	2008	123,92	0,00	1	5	ES14	6811284
12759	84	CHAISE KIWI REGLABLE EN 2 HAUTEURS TAILLE 1-2	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	DAILLOT	2008	3	31	2008	4	1	123,92	3015	0	2008	123,92	0,00	1	5	ES14	6811284
12760	84	CHAISE KIWI REGLABLE EN 2 HAUTEURS TAILLE 1-2	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	DAILLOT	2008	3	31	2008	4	1	123,91	3015	0	2008	123,91	0,00	1	5	ES14	6811284

N° BIEN	NATURE	LIBELLE	GESTION	N° COMPTE	N° COMPTE	LIBELLE COMPTE	LIEU	IMPLANTATION	FOURNISSEUR	ANNEE ACHAT	MOIS ACHAT	JOUR ACHAT	ANNEE MES	MOIS MES	JOUR MES	VALEUR ACHAT			CUMUL AMTS AU 31/12/2015	VNC AU 31/12/15	MO DE CAL CUL AMT S	DURE E AMT S	GESTION	N° COMPTE		
12761	84	CHAISE KIWI REGLABLE EN 2 HAUTEURS TAILLE 1-2	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	DAILLOT	2008	3	31	2008	4	1	123,91	3015	0	2008	123,91	0,00	1	5	0	ES14	6811284
12762	84	CHAISE KIWI REGLABLE EN 2 HAUTEURS TAILLE 1-2	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	DAILLOT	2008	3	31	2008	4	1	123,91	3015	0	2008	123,91	0,00	1	5	0	ES14	6811284
12763	84	CHAISE KIWI REGLABLE EN 2 HAUTEURS TAILLE 1-2	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	DAILLOT	2008	3	31	2008	4	1	123,91	3015	0	2008	123,91	0,00	1	5	0	ES14	6811284
6119	84	FABRICATION PETITE TABLE BASSE	GA0	2184	28184	Mobilier	14	4	MOREL CUNY	1996	5	2	1996	5	2	340,13	6653	0	1996	340,13	0,00	1	10	0	GA0	6811284
11066	84	FAUTEUIL HAUT DOSSIER	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMRCIA	2004	1	19	2004	1	19	297,82	631	0	2004	297,82	0,00	1	5	0	ES5	6811284
12996	84	SIEGE AVEC ACCOUDOIRS NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	12	16	2008	12	17	256,18	11937	0	2008	256,18	0,00	1	5	0	ES91	6811284
12998	84	SIEGE AVEC ACCOUDOIRS NOIR	SF	2184	28184	Mobilier	14	4	COMMERCIA	2008	12	16	2008	12	17	256,19	11937	0	2008	256,19	0,00	1	5	0	ES91	6811284
6125	84	SIEGE VISITEUR	GA0	2184	28184	Mobilier	14	4	SODEQUIP	1996	5	4	1996	5	4	245,52	8597	0	1996	245,52	0,00	1	5	0	GA0	6811284
6126	84	SIEGE VISITEUR	GA0	2184	28184	Mobilier	14	4	SODEQUIP	1996	5	4	1996	5	4	245,52	8597	0	1996	245,52	0,00	1	5	0	GA0	6811284
6127	84	SIEGE VISITEUR	GA0	2184	28184	Mobilier	14	4	SODEQUIP	1996	5	4	1996	5	4	245,52	8597	0	1996	245,52	0,00	1	5	0	GA0	6811284
6129	84	SIEGE VISITEUR	GA0	2184	28184	Mobilier	14	4	SODEQUIP	1996	5	4	1996	5	4	245,52	8597	0	1996	245,52	0,00	1	5	0	GA0	6811284
6130	84	SIEGE VISITEUR	GA0	2184	28184	Mobilier	14	4	SODEQUIP	1996	5	4	1996	5	4	245,52	8597	0	1996	245,52	0,00	1	5	0	GA0	6811284
6136	84	SIEGE VISITEUR	GA0	2184	28184	Mobilier	14	4	SODEQUIP	1996	5	4	1996	5	4	245,52	8597	0	1996	245,52	0,00	1	5	0	GA0	6811284

95 616,52

11 393,56

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INTERVENTION 2015-2019**Convention de maîtrise foncière opérationnelle
SAINT-DIE-DES-VOSGES – Quartier Gare Pôle Multimodal - Foncier****F09FD80 _ _ _****ENTRE**

La Commune de SAINT DIE DES VOSGES, représentée par Monsieur David VALENCE, Maire, habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du _____, dénommée ci-après « la commune de SAINT DIE DES VOSGES»,

D'UNE PART,**ET**

L'Etablissement Public Foncier de Lorraine, représenté par Monsieur Alain TOUBOL, Directeur Général, habilité par une délibération N° B16/_____ du Bureau de l'Etablissement en date du 12/10/2016, approuvée le _____ par le Préfet de la Région Grand-Est, dénommé ci-après «l'EPFL»,

D'AUTRE PART,**PREAMBULE**

Une politique ambitieuse en matière de développement territorial, et notamment en matière d'habitat social, passe par une stratégie de maîtrise foncière qui doit se construire dans une logique constante et globale et non exclusivement par des politiques d'acquisitions d'opportunité.

La politique foncière menée par une collectivité vise ainsi à lui permettre de disposer des terrains et biens nécessaires pour répondre, dans le temps, à la demande résidentielle, des entreprises, en équipements publics et de loisirs et en espaces naturels sur son territoire. Elle s'appuie sur une réflexion préalable d'identification du gisement foncier adossée à l'analyse des besoins. Elle se conclut par l'identification de périmètres à enjeux dans des secteurs mutables selon des vocations et des calendriers prévisionnels.

La présente « convention de maîtrise foncière opérationnelle » est signée avec la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES. La Commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES s'engage expressément à racheter les immeubles acquis à l'issue de leur période de portage respective ou les faire racheter par un tiers qu'elle proposera.

Les biens acquis par l'EPFL dans le cadre de la présente convention seront cédés selon les dispositions qu'elle prévoit.

CELA ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT**Article 1- Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations que prennent la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES et l'EPFL en vue de la réalisation du projet tel que défini à l'article 2 ci-après :

- elle permet à l'EPFL d'engager les moyens humains et financiers nécessaires à la mise en œuvre de l'action foncière telle qu'elle résulte du projet engagé par la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES, pendant la phase d'acquisition des biens fonciers ou immobiliers et pendant la période de gestion de ces biens jusqu'à leur cession ;
- elle garantit le rachat par la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES des biens acquis par l'EPFL désignés à l'article 3 ci-après dans les conditions financières définies aux articles 4 et 6 suivants ;

- elle dispose que l'engagement d'acquérir qui en résulte pour la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES vaut accord sur la chose et le prix au sens de l'article 1583 du code civil.

Article 2 – Projet de la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES

Le projet d'initiative publique porté par la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES consiste à réaliser un pôle d'échanges multimodal dans le secteur de la gare.

La commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES s'engage à informer l'EPFL de tout changement susceptible d'affecter la réalisation du projet décrit ci-dessus.

Le projet ainsi défini respecte les critères d'intervention de l'EPFL arrêtés par son conseil d'administration dans le cadre de son Programme Pluriannuel d'Intervention. Par la signature de la présente convention, la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES reconnaît avoir eu connaissance des critères d'intervention de l'EPFL figurant en annexe 2.

Article 3 – Définition du périmètre opérationnel - Désignation des biens à acquérir par la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES

La présente convention arrête le périmètre opérationnel représenté en annexe 1.

Les parties conviennent que les biens ci-dessus désignés sont soumis aux conditions de la présente convention.

Article 4 – Enveloppe prévisionnelle de l'opération foncière

Afin de permettre à la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES de réaliser son projet, tel qu'exposé à l'article 2, l'EPFL mettra en œuvre une opération foncière comprenant l'acquisition des biens situés dans le périmètre opérationnel défini à l'article 3 dans les conditions précisées à l'article 5 et à en assurer la gestion.

L'enveloppe prévisionnelle de l'opération s'élève à 300 000€ HT, intégrant notamment les frais liés à l'acquisition et les coûts liés à la gestion. Ce montant s'entend hors actualisation telle que définie à l'article 6.

Dans l'éventualité d'un dépassement de l'enveloppe prévisionnelle de l'opération telle que définie ci-avant, l'EPFL informera la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES afin de recueillir son accord exprès pour la prise en charge des dépenses correspondantes. Cette augmentation de l'enveloppe donnera lieu à un avenant à la présente convention.

Article 5 – Engagements des parties

5.1- Engagements de l'EPFL

5.1.1- Acquisition des biens désignés à l'article 3

Pour réaliser les acquisitions prévues à l'article 3, l'EPFL procédera selon les modalités suivantes :

- Par **voie amiable** dans la limite de l'estimation de France Domaine, conformément aux articles R1211-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, et pour autant que la négociation puisse aboutir avec les propriétaires concernés.
L'EPFL recueillera préférentiellement l'accord des propriétaires sous forme de promesse unilatérale de vente.
La conclusion de l'acquisition fera l'objet d'un accord préalable, formel et exprès de la part de la Commune.
En cas de difficultés particulières et/ou si l'EPFL est dans l'impossibilité d'obtenir l'accord des propriétaires, il en informera la Commune et ils en tireront ensemble les conséquences pour la poursuite ou l'abandon de l'opération
- Par **exercice du Droit de Prémption Urbain** qui lui sera délégué aux termes d'une décision de l'autorité compétente en matière d'urbanisme ou d'une délibération de l'organe compétent en matière d'urbanisme dûment motivée, dans la limite de l'estimation de France Domaine, conformément aux articles R1211-1 et suivants du code général de la propriété

des personnes publiques ou au prix fixé par la juridiction de l'expropriation et si le vendeur ne renonce pas à l'aliénation envisagée. La commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES devra confirmer à l'EPFL si elle poursuit la préemption après fixation du prix par le juge de l'expropriation et éventuellement la Cour d'Appel.

En cas de déclaration d'intention d'aliéner ne portant que sur une partie des biens objets de la décision de l'autorité compétente en matière d'urbanisme ou d'une délibération de l'organe compétent en matière d'urbanisme, la décision de préempter du directeur sera obligatoirement précédé d'un accord formel et exprès de la part de la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES.

- Par **exercice du Droit de Priorité** qui lui sera délégué aux termes d'une décision du Maire ou d'une délibération du Conseil Municipal dûment motivée, sur la base de l'estimation de France Domaine, conformément aux articles L240-1 à L240-3 du code de l'urbanisme ou au prix fixé par la juridiction de l'expropriation et si le vendeur ne renonce pas à l'aliénation envisagée. La collectivité devra confirmer à l'EPFL si elle poursuit la préemption après fixation du prix par le juge de l'expropriation.
- Par **exercice du droit de substitution**, tel qu'il est prévu dans l'article L 213- 1 alinéa 3 du code de l'urbanisme, dans le cas d'une adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire, sous réserve :
 - de la délégation du Droit de Préemption Urbain par décision du Maire ou d'une délibération du Conseil Municipal dûment motivée, (à adapter si Z.A.D.)
 - de l'accord exprès de la collectivité sur le montant de l'adjudication.
- Par exercice du **droit de délaissement** conformément aux articles L. 111-11, L. 123-2, L. 123-17 et L. 311-2 du code de l'urbanisme

La phase opérationnelle ouverte au titre de la présente convention doit permettre à l'EPFL de s'assurer de la totale maîtrise foncière des biens fonciers ou immobiliers utiles à la réalisation du projet de la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES et de nature à faciliter l'aménagement.

L'EPFL mettra en œuvre les moyens utiles pour remplir son engagement sans que cela puisse être considéré comme une obligation de résultat.

5.1.2 – Délai de portage - Jouissance et gestion des biens acquis

5.1.2.1 – Délai de portage

La période de portage des biens acquis par l'EPFL s'achève au plus tard au terme de la présente convention opérationnelle quelle que soit la date de leur acquisition.

5.1.2.2 – Jouissance et gestion des biens acquis

Dès que l'EPFL sera propriétaire des biens et qu'il en aura la jouissance, il en assurera une gestion raisonnable, conformément aux dispositions du Code Civil.

5.2- Engagements de la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES

La commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES s'engage :

- A acquérir sur l'EPFL, les biens désignés à l'article 3 ci-dessus, aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière et en particulier aux conditions de la présente convention, au plus tard le 30/06/2022.
- A informer l'EPFL de tout changement susceptible d'affecter la réalisation du projet précité,

La phase opérationnelle ouverte au titre de la présente convention doit, parallèlement à l'action foncière menée par l'EPFL, permettre à la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES de définir son projet d'aménagement (engagement des études préalables pour préciser, le cas échéant, son périmètre opérationnel, les différents scénarii de projets ou de programmes possibles, évaluation de leurs conditions essentielles de faisabilité, engagement des procédures de modification des documents de planification et/ou d'urbanisme) et/ou de préparer concrètement sa mise en œuvre (engagement des études pré-opérationnelles et définition des conditions et des modes de réalisation de l'aménagement).

Du fait des dispositions prévues aux articles 1, 3, 6 et 8 de la présente convention, la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES considère qu'elle est régulièrement et précisément informée du montant des acquisitions qu'elle aura à réaliser. Par conséquent, l'engagement d'acquérir qui résulte de la présente convention vaut accord sur la chose et le prix au sens de l'article 1583 du code civil.

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans.

La cession à la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES aura lieu par acte notarié, aux frais de l'acquéreur.

Il est cependant prévu que la cession de ces biens, ou partie de ces biens, pourra avoir lieu au profit d'acquéreurs présentés ou acceptés par la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES, aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière, par acte notarié, aux frais de l'acquéreur.

Article 6 – Cession des biens et modalités de paiement

6.1- Détermination du prix de cession

L'EPFL est assujéti à la TVA au sens de l'article 256 A du code général des impôts. Le prix de cession correspond au prix principal toutes taxes comprises composé d'un prix hors taxes et d'une TVA exigible.

Le prix de cession sera établi conformément aux conditions générales de cession de l'EPFL qui figurent en annexe 3 à la présente convention :

- soit il sera égal au prix de revient actualisé, calculé sur la base des éléments suivants :
 - prix d'achat des immeubles :
 - auxquels s'ajoutent les frais accessoires (frais de notaire, frais de géomètre, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions), les indemnités d'éviction, les impôts fonciers, les éventuels frais de conservation du patrimoine (y compris les assurances dommages aux biens) et les éventuels frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur, les frais d'études préalables et les travaux non déjà remboursés engagés par l'EPFL,
 - desquels sont déduites les éventuelles recettes (loyers...) perçues par l'EPFL, à compter du 1er janvier de l'année de signature de la présente convention,
 - actualisation du montant des dépenses exposées ci-dessus, décomptée par année, la première actualisation étant appliquée le 1^{er} janvier de la deuxième année qui suit la date de paiement par l'EPFL, au taux de :
 - 0% pour les biens servant d'assiette à la réalisation de logements sociaux
 - 1% par an pour tout projet réalisé sur une friche
- soit il sera égal au prix estimé par France Domaine au moment de la revente.

Pour les projets de nature publique, le prix de cession correspondra au prix de revient actualisé.

Pour les projets de nature privée, la formule retenue est la cession au prix estimé par France Domaine. Il est toutefois précisé que ce prix de cession ne pourra pas être inférieur au prix de revient actualisé. Le choix d'une formule de cession au prix de revient actualisé pourra être retenu après accord des parties : il s'appuiera en particulier sur les caractéristiques du projet en termes de développement durable, de mixité sociale et d'attractivité économique de l'agglomération.

Le prix de cession est valable un an à compter de sa communication par l'EPFL à la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES. Au-delà de ce délai, le prix fera l'objet d'une actualisation supplémentaire selon les conditions générales indiquées ci-dessus.

Toutes les dépenses qui interviendront après la détermination du prix de vente par l'EPFL tel qu'il sera soumis à la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES pour délibération, seront prises en charge par l'EPFL en sa qualité de propriétaire. Elles lui seront remboursées par la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES, ou tout autre acquéreur, sur présentation par l'EPFL d'un avis des sommes à payer. Ces remboursements seront soumis à TVA.

6.2- Modalités de paiement des biens cédés

Le paiement du prix de cession, tel que défini à l'article 6.1 ci-dessus et dans le respect des engagements prévus à l'article 5.2 de la présente convention, sera effectué sous la forme d'un remboursement jusqu'à trois annuités maximum. Toutefois, quel que soit le nombre d'annuités, le montant correspondant à la TVA sera exigible dans son intégralité à la signature de l'acte de cession de l'EPFL à la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES.

En cas de report des échéances, après accord de l'Agent Comptable de l'EPFL, les intérêts d'annuités tels que prévus à l'annexe 3 de la présente convention sont applicables sur les nouvelles échéances de remboursement.

6.3- Pénalités

En cas de non-respect des modalités de paiement prévues à l'article 6.2 ci-dessus et après mise en demeure notifiée par l'EPFL, un intérêt au taux légal en vigueur à la date d'exigibilité de l'annuité sera appliqué en sus de l'annuité considérée, à compter du jour qui suit la date d'exigibilité jusqu'à la date de paiement par la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES.

Article 7 – Durée de la convention et résiliation

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans.

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPFL, dont il est dressé un inventaire.

La commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES sera tenue de rembourser les dépenses et frais acquittés par l'Etablissement pour les acquisitions effectuées, dans l'année suivant la décision de résiliation et au plus tard le 30 juin de l'année qui suit la décision de résiliation.

Article 8 – Pilotage de la convention opérationnelle

8.1- Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en place une démarche de suivi de la convention opérationnelle.

Avant le 30 juin de chaque année suivant la signature de la convention jusqu'à son extinction, l'EPFL transmettra, à la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES un compte-rendu annuel comprenant l'état d'avancement de l'opération objet de la présente convention ainsi que l'état annuel des recettes et des dépenses intervenues dans son cadre. Cet état comporte notamment les dépenses de gestion patrimoniale qui viendront augmenter le prix du bien lors de sa rétrocession à la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES.

La commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES pourra faire part de ses observations à l'EPFL sur cet état annuel dans un délai de deux mois suivant sa réception et le compte-rendu fera l'objet d'une approbation formelle de la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES.

Un comité de pilotage associant la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES et l'EPFL se réunira à l'initiative de la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES ou de l'EPFL, au minimum une fois par an pour examiner le compte-rendu annuel.

Le comité de pilotage pourra être également réuni en fonction des besoins, pour faire un point de situation et proposer, le cas échéant, des évolutions souhaitables de la convention opérationnelle, à la demande de la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES ou de l'EPFL, en y associant en tant que de besoin, tous les partenaires utiles.

Il y sera notamment examiné, au vu des conclusions des études engagées, la poursuite ou non de l'opération. L'organe délibérant de la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES statuera formellement sur la poursuite de l'opération et l'engagement de la phase de maîtrise foncière.

8.2- Transmission des données et communication

La commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES s'engage à transmettre sur support numérique, et éventuellement en tirage papier, l'ensemble des données à sa disposition qui pourraient être utiles à la réalisation de la mission de l'EPFL.

8.3- Communication sur l'intervention de l'EPFL

La commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES s'engage à faire état de l'intervention de l'EPFL sur tout document ou support relatif aux projets objets de la présente convention. Elle s'engage à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs intervenant sur les terrains ayant bénéficié d'une intervention de l'EPFL.

Par ailleurs, l'EPFL pourra apposer, pendant la durée du portage, des panneaux d'information sur les terrains dont il se sera rendu propriétaire, et faire état de l'avancement de la présente convention sur tous supports.

Article 9 – Respect des engagements conventionnels de la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES - Pénalités

La commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES doit informer l'EPFL sur les conditions de mise en œuvre, et éventuellement sur les évolutions du projet, jusqu'à sa réalisation finale.

Dans le cadre de la bonne gestion de crédits publics ainsi que de l'évaluation d'une politique publique, l'EPFL doit être en mesure de vérifier la conformité du projet réalisé par rapport au projet initial tel qu'il est décrit à l'article 2 de la présente convention. En cas de non-respect des engagements par la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES ou l'opérateur désigné par cette dernière, l'EPFL pourra être dédommagé de son intervention dans les conditions fixées au présent article.

Cette vérification pourra se faire dans les conditions suivantes :

- Au moment de la cession des biens ou au plus tard dans les cinq ans de la cession, l'EPFL adresse un courrier à la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES ou à l'opérateur désigné par celle-ci pour vérifier si le projet mis en œuvre est conforme à la sollicitation de l'EPFL selon ses critères d'intervention.
Pour ce faire, la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES ou l'opérateur désigné par celle-ci transmettront à l'EPFL toutes pièces utiles (permis de construire...) permettant à l'EPFL de valider par écrit la conformité du projet réalisé avec le projet soutenu.
- Deux hypothèses peuvent être envisagées :
 - Hypothèse 1 : la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES ou l'opérateur désigné par celle-ci sont en mesure de transmettre les pièces utiles au moment de la cession et l'EPFL adresse le courrier précité avant la signature de l'acte de cession.
 - Hypothèse 2 : la commune de SAINT-DIE-DES-VOSGES ou l'opérateur désigné par celle-ci ne sont pas en mesure de transmettre les pièces utiles au moment de la cession. Dans ce cas, le contrôle de conformité de l'EPFL peut s'effectuer dans un délai de 5 ans suivant la signature de l'acte de cession.
- Montant du dédommagement selon les cas de figure :

Projet déclaré non conforme avant la signature de l'acte de cession	Projet déclaré non conforme dans les 5 ans suivant la signature de l'acte de cession
Prix de cession : prix de revient au taux actualisé de 3% et application de frais d'intervention au taux de 5% du montant HT du prix de revient correspondant au dédommagement de la mobilisation de services de l'EPFL Condition de paiement : comptant à la signature de l'acte	Montant du dédommagement : prix de revient actualisé au taux de 3% par an et application de frais d'intervention au taux de 5% du montant HT du prix de revient correspondant au dédommagement de la mobilisation de services de l'EPFL et au temps de suivi plus long. L'EPFL adressera une facture correspondant au différentiel entre ce prix de revient et celui inclus dans l'acte auquel s'ajoute, le cas échéant, les annuités encore dues.

Article 10 – Contentieux

Pour tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, le Tribunal Administratif territorialement compétent sera saisi.

L'Etablissement Public Foncier de
Lorraine

La Commune de SAINT DIE
DES VOSGES

Alain TOUBOL

David VALENCE

Le

Le

Annexe 1 : périmètre opérationnel

Annexe 2 : critères d'intervention de l'EPFL

Annexe 3 : conditions générales de cession

Annexe 1 : périmètre opérationnel

F09FC

SAINT-DIE-DES-VOSGES - Quartier Gare Pôle Multimodal F

L'Etablissement Public Foncier de
Lorraine

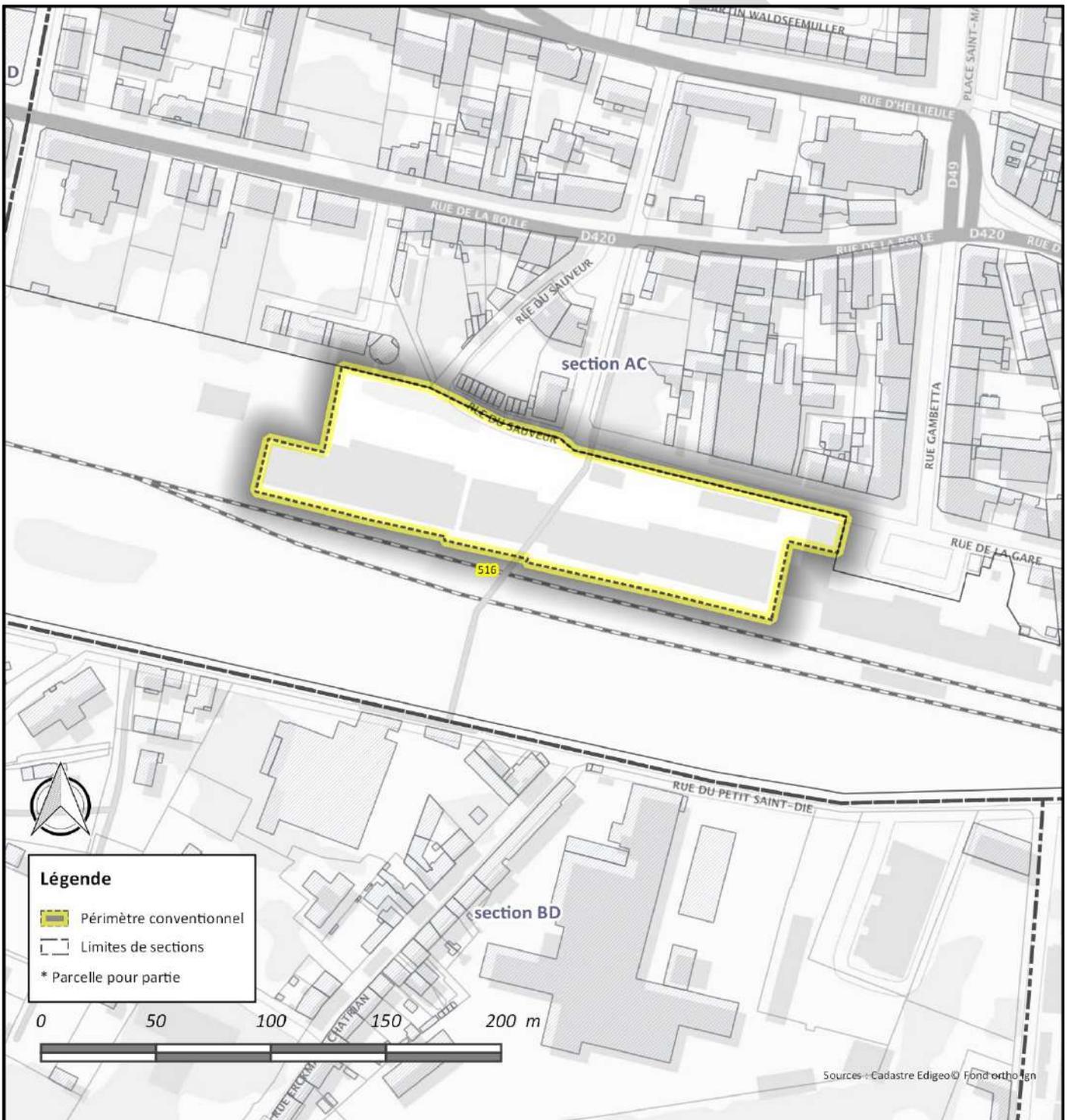
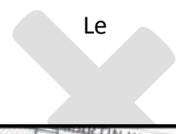
La Commune de SAINT DIE DES VOSGES

Alain TOUBOL

David VALENCE

Le

Le



Annexe 2 : critères d'intervention de l'EPFL

Par délibération n°15/005 de son conseil d'administration en date du 4 mars 2015, l'Etablissement Public Foncier de Lorraine a approuvé, dans le cadre de son Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) 2015-2019, les critères d'éligibilité liés aux projets des collectivités permettant l'intervention de l'EPFL pour, prioritairement :

- favoriser le recyclage foncier pour limiter l'étalement urbain par la reconversion des espaces déjà urbanisés et le renouvellement urbain des centres bourgs
- mobiliser du foncier pour des projets structurant les territoires :
 - o en favorisant une offre de logement adaptée aux besoins constatés par la construction de logements neufs (et notamment de logements sociaux), par l'acquisition de logements vacants ou dégradés de certains quartiers anciens (notamment habitat indigne) en vue de leur réhabilitation et en soutenant l'accession abordable à la propriété
 - o en accompagnant le développement de l'emploi et des activités économiques
 - o en participant à la réalisation d'équipements publics structurants
 - o en contribuant à la protection contre les risques technologiques, miniers et naturels
- contribuer à la préservation des espaces naturels et des milieux remarquables
- et constituer des réserves foncières pour préparer l'avenir.

L'objectif est de créer des conditions favorables à la mobilisation du foncier nécessaire à la mise en œuvre d'opérations d'initiative publique en s'appuyant sur les politiques foncières menées par les collectivités puis par la mise en œuvre d'une stratégie d'acquisition visant à acheter au bon prix et au bon moment.

Afin de respecter ces enjeux, les projets devront veiller à :

- être compatibles avec les documents de programmation et de planification (SCOT, PLH, PLUi, PPR...),
- limiter l'étalement urbain : positionnement par rapport à l'enveloppe urbaine (continuité, taille du projet, positionnement dans la commune, taille de la commune...), absence ou faible disponibilité de foncier ailleurs dans la commune, présence de friches, appréciation au regard de l'évolution démographique de la commune et du taux de vacance
- et intégrer une approche économique et financière en présentant un bilan économique de l'opération projeté et en disposant d'un plan de financement.

En matière de logements, les projets des collectivités sont éligibles en fonction de :

- la densité : elle doit être au minimum celle imposée par le SCOT, lorsqu'il existe, puis :
 - o en milieu rural (commune de moins de 3 500 habitants en zone non agglomérée), elle doit être supérieure à 15 logements par hectare, sauf en dent creuse,
 - o en milieu urbain (commune de plus de 3 500 habitants en zone agglomérée), elle doit être supérieure à 30 logements par hectare, sauf en dent creuse.
- la mixité sociale par référence à l'article 55 de la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) :
 - o pour les communes qui n'atteignent pas le seuil de 20% de logements locatifs sociaux par rapport à leur parc de résidences principales, la part minimale de logements locatifs sociaux est fixée à 25%,
 - o pour les communes qui atteignent le seuil de 20% de logements locatifs sociaux par rapport à leur parc de résidences principales, aucune part minimale n'est exigée sauf pour un projet mené en ZAC ou en lotissement pour lesquels la présence de logements sociaux est requise sans part minimale cependant,
 - o pour les communes qui ne sont pas soumises à l'application de l'article 55, aucune part minimale n'est exigée sauf pour un projet mené en ZAC ou en lotissement pour lesquels la présence de logements sociaux est requise sans part minimale cependant.
- La mixité urbaine et la typologie du bâti :
 - o dans le cas d'un projet mené en ZAC ou en lotissement, la mixité entre logements collectifs, individuels groupés et logements individuels est requise,
 - o dans les autres cas, aucune mixité n'est exigée.

En matière d'équipements publics structurants, seuls sont éligibles :

- les projets métropolitains de rayonnement central (région, département, agglomération) comme les universités, centres hospitaliers régionaux, palais des congrès, zénith, multiplex, parc des expositions, etc.
- les projets de secteur à vocation intercommunale comme les lycées, collèges, cinémas, médiathèques, centres culturels, salles de sports spécialisées, maisons médicales, EHPAD, etc.

Pour ces équipements, l'intervention de l'EPFL sera appréciée en fonction de :

- la présentation d'un plan de financement validé par les partenaires du projet,
- la présentation d'une étude portant sur les coûts de fonctionnement,
- la qualité architecturale et la performance de l'équipement sur le plan thermique, acoustique...
- l'implantation ou non de l'équipement sur une friche,
- et la conservation ou non d'un patrimoine existant dans le cadre d'une étude de reconversion.

En matière de création d'emplois et de zones d'activités, le projet doit être compatible avec le Schéma de COhérence Territorial (SCOT). Il est examiné positivement s'il prévoit le recyclage de friches ou s'il s'inscrit dans une thématique spécifique ou une filière intégrée.

Il n'y aura pas d'intervention de l'EPFL en cas de zone de nature similaire ou de disponibilités foncières publiques à proximité.

Concernant les **projets de réserves foncières** sur les territoires tant ruraux qu'urbains, ils font l'objet d'un examen au cas par cas et doivent :

- lorsqu'ils sont constitués en continuité de la tâche urbaine :
 - o relever d'espaces à enjeux identifiés dans les conventions-cadre
 - o et être mis en œuvre dans le cadre d'outils existants de maîtrise foncière à moyen et long termes (ZAD par exemple)
- lorsqu'ils interviennent en centre bourg :
 - o être intégrés dans un projet global de territoire
 - o et s'inscrire dans une politique foncière d'ensemble de densification par valorisation des dents creuses,
- s'inscrire dans l'accompagnement d'une action publique en faveur de l'accueil de très grands projets.

Enfin, il sera tenu compte pour l'engagement de nouveaux dossiers, des conditions d'exécution des opérations foncières ou de reconversion en cours avec la collectivité concernée.

L'Etablissement Public Foncier de
Lorraine

La Commune de SAINT DIE
DES VOSGES

Alain TOUBOL

David VALENCE

Le

Le

Annexe 3 : conditions générales de cession

Par délibération n°15/008 de son conseil d'administration en date du 4 mars 2015, l'Etablissement Public Foncier de Lorraine a approuvé, les conditions générales de cession des biens acquis par l'établissement.

Rappel des principes de l'intervention de l'EPFL : l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 relative aux établissements publics fonciers dispose que l'action des établissements publics fonciers au service de l'Etat, des collectivités territoriales ou d'un autre établissement public s'inscrit dans le cadre de conventions. Le portage conventionnel est le mode exclusif d'intervention de l'EPFL. Cette intervention se fait pour l'EPFL à « prix coûtant », moyennant une actualisation pour tenir compte de l'érosion monétaire et de la nature des projets poursuivis. Pour les biens déjà dans le patrimoine de l'EPFL, le principe de la cession à prix coûtant demeure mais les plus-values sont admises pour les biens dont la valeur « de marché » est manifestement assez éloignée de la valeur constatée en stocks. En opérant de la sorte, l'EPFL obtient une juste rémunération du risque financier supporté pendant la durée du portage.

Définitions :

- **Le coût d'acquisition** : il correspond au prix d'achat (valeur vénale estimée par France Domaine) auquel s'ajoutent **les frais d'acquisition** ou frais accessoires, c'est-à-dire les frais de notaire, frais de géomètre, droits d'enregistrement, frais de publicité foncière et autres frais liés aux acquisitions tels que les indemnités d'éviction et les éventuels frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur.
- **Les frais enregistrés pendant la période de portage** : ils correspondent aux taxes foncières, frais de géomètre, études et travaux financés sur les fonds propres ainsi qu'aux frais d'assurance dommages aux biens à compter du 1er janvier 2014.
- **Les frais d'actualisation** : ces frais existent pour tenir compte de l'érosion monétaire. Ils s'élèvent à 0 %, 1% ou 3% selon le type de conventions. Ils sont appliqués annuellement à toutes les dépenses relatives à une opération foncière (à l'exclusion des frais d'intervention), entre la date de paiement et la date de communication du prix de cession du bien à compter du 1er janvier de la 2ème année qui suit le paiement. Ils sont calculés selon la formule des « intérêts simples ».
- **Les frais d'intervention** : ces frais correspondent à la rémunération de l'EPFL. Ils sont calculés sur toutes les dépenses hormis les frais d'actualisation. Ils ont été supprimés pour les conventions postérieures à 2007. L'EPFL n'applique donc plus de frais d'intervention sur les conventions conclues depuis 2007.
- **Les recettes enregistrées pendant la période de portage** : ils correspondent aux loyers perçus par l'EPFL, à compter du 1er janvier de l'année de signature de la convention et des cessions d'équipements, immobilières ou de matériaux.
- **Le coût de revient actualisé** : c'est la somme du coût d'acquisition, des frais enregistrés pendant le portage et des frais d'actualisation, éventuellement des frais d'intervention pour les conventions conclues avant le 1er janvier 2007. Cette somme est minorée du montant des recettes enregistrées pendant la période de portage.
- **Le prix de cession** : c'est le prix qui figure dans l'acte. Il correspond généralement au coût de revient actualisé mais il peut être différent de ce dernier dans les situations décrites dans le tableau 2 ci-après.
- **Intérêts sur annuités de remboursement** : ces intérêts sont appliqués sur les échéances de remboursement. Les intérêts sont appliqués à partir de la deuxième année qui suit la date de signature de l'acte de cession par l'EPFL. L'acquéreur, qui souhaite rembourser de manière anticipée paye en même temps que le capital, la fraction correspondant aux intérêts sur ce dernier.

Les conditions de cession sont décrites dans le tableau 1 :

	PORTAGE		CESSION	
	DUREE DE PORTAGE	TAUX D'ACTUALISATION	ANNUITES	INTERETS SUR ANNUITES (revente avec paiement fractionné)
Foncier cadre	5 ans (+ 5 ans)	- 0% pour les projets de logements sociaux * - 1% par an pour tout autre projet	- remboursement en 5 annuités maximum	- 0% pour les projets de logements sociaux, les friches, le renouvellement urbain - Autres projets : 1% /an
Foncier diffus Minoration foncière Foncier sensible	- 3 ans - 5 ans pour les friches	- 0% pour les projets de logements sociaux - 3% par an pour tout autre projet - Dérégation : 1% par an pour tout projet réalisé sur une friche	- remboursement en 5 annuités maximum - Dérégation : 10 annuités pour les PPRT	- 0% pour les projets de logements sociaux, les friches, le renouvellement urbain - Autres projets : 3% / an

(* dans le cadre d'un projet mixte incluant de l'habitat social, le principal % de surface induit le taux)

Les modalités de cession sont détaillées dans le tableau 2 :

Type de portage	Nature du bien	Vie de l'opération	Qualité de l'acquéreur	Principe
Conventionnel	Quel que soit le bien	Acquisition unique / cession unique	Collectivité	Le prix de cession est égal au coût de revient actualisé
			Tiers désigné par la collectivité sur la base d'un écrit	Une plus-value est possible pour les projets de nature privée mais l'estimation de France Domaine est nécessaire.
		Cessions partielles	Collectivité / Tiers désigné par la collectivité sur la base d'un écrit	Les moins ou plus-values sont possibles en cas de cessions partielles mais l'estimation de France Domaine est nécessaire si la cession se fait à un tiers. A minima, l'opération doit être équilibrée au solde final en tenant compte des plus et moins-values réalisées pendant la vie de l'opération.
	Bien valorisable	Acquisition unique / cession unique / Cessions partielles	Collectivité / Privé	La cession se fait au coût de revient actualisé au taux de 1% ou à l'estimation de France Domaine. Les plus et moins-values partielles sont admises. <u>Au terme de l'opération :</u> Si le coût de revient actualisé est supérieur à l'estimation de France Domaine, la cession s'opère au coût de revient actualisé de manière à équilibrer l'opération. Si le coût de revient actualisé est inférieur à l'estimation France Domaine, la cession s'opère au prix de France Domaine. La plus-value est admise. Si la négociation aboutit à un prix de cession inférieur au coût de revient actualisé, une moins-value est possible sur la base d'une délibération motivée du bureau ou du conseil d'administration.
	Bien non valorisable	Délaisé	Quel que soit l'acquéreur	La moins-value est admise (vente à prix modique voire à l'Euro symbolique dans les conditions définies à l'annexe 5).

L'Etablissement Public Foncier de Lorraine

La Commune de SAINT DIE DES VOSGES

Alain TOUBOL

David VALENCE

projet

**COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU MAIRE PRISES EN VERTU DE LA DELEGATION
DONNEE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU
CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

1. Concours floral 2016 – Attribution des prix (28/09/2016)
2. Arrêté de consignation échéances d'emprunts Dexia Crédit Local n° MIN265458EUR/0283011 et MIN250002EUR/0263381 (29/09/2016)